

Une attaque des Boches.

Le 8 septembre il avait envoyé à Kerensky un certain Loof, membre de la Douma, sommant le gouvernement provisoire de donner plein pouvoir à Korniloff pour former un nouveau gouvernement selon son goût. Korniloff téléphona à Kerensky que Loof avait été délégué à cet effet.

Kerensky communiqua cette nouvelle et ajouta :

« Voyant dans cette sommation adressée en ma personne au gouvernement provisoire le désir de certains milieux de la société russe de profiter de la situation difficile du pays pour établir un régime gouvernemental contraire aux conquêtes de la révolution, le gouvernement provisoire a estimé nécessaire :

Pour le salut de la patrie, de la liberté et du régime républicain, de me charger de prendre des mesures rapides et résolues pour couper dans leur racine toute tentative de mainmise sur le pouvoir suprême et contre les droits des citoyens conquis par la révolution.

Toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde de la liberté et de l'ordre dans le pays sont prises par moi; la population en sera informée en temps voulu.

En même temps, j'ordonne :

1° Au général Korniloff de remettre ses fonctions de généralissime au général Klembovsky, commandant des armées au front nord, lequel garde la route de Pétrograd. Pour éviter toute interruption de contact, le général Klembovsky ne quittera pas Pskoff pour le Q. G.

2° De déclarer Pétrograd et l'arrondissement en état de siège en y rendant applicable les règles relatives aux localités en état de siège.

J'invite tous les citoyens au calme absolu et au maintien de l'ordre nécessaire au salut du pays.

J'invite tous les membres de l'armée et de la flotte à accomplir avec abnégation et calme leur devoir de défense de la patrie contre l'ennemi du dehors. »

Les troupes de Korniloff furent encerclées. Peu de sang fut versé. Korniloff fut arrêté.

Un nouveau cabinet se forma... Kerensky en fut le président, mais il s'adjoignit en même temps le com-

mandement suprême. Le général Alexeïeff était son conseiller militaire.

Le colonel Verkhovski fut promu général et nommé ministre de la guerre. L'amiral Verderevski eut le portefeuille de la marine.

Mais le nouveau cabinet ne diffère que fort peu, au point de vue actes, du précédent.

Dans la nuit du 14 au 15 septembre le cabinet institua un conseil de cinq membres, une espèce de directoire : Kerensky, Verkhovski, Verderevski, Nikitine et Theretchenko.

La République fut proclamée. Kerensky la proclama : « L'émeute du général Korniloff est étouffée, mais elle a apporté le trouble dans les rangs de l'armée et dans le pays. Le sort de la patrie et de la liberté est une fois de plus menacé d'un grand danger.

Jugeant nécessaire de mettre un terme à l'instabilité du régime gouvernemental, et considérant l'enthousiasme et l'unanimité avec lesquels a été accueillie, à la conférence de Moscou, l'idée républicaine, le gouvernement provisoire proclame la République en Russie.

L'urgente nécessité de prendre des mesures immédiates pour rétablir l'ordre dans le pays a poussé le gouvernement provisoire à transmettre ses pouvoirs à un Directoire de cinq membres, (choisis dans son sein) et dont le chef sera le président du Conseil. »

Alors on annonça comme premier point du programme politique : rétablissement de l'ordre dans l'armée.

Aucun des deux partis n'était satisfait. Les modérés prétendaient que la République existait déjà :

« Il est absolument indispensable de déclarer, comme suite à la proclamation de la République :

1° Que l'état de noblesse est supprimé;

2° Que tous les biens, capitaux et établissements des nobles deviennent propriété de l'Etat;

3° Que les biens des propriétaires fonciers seront liquidés et que leurs terres passeront à l'administration des comités agraires de paysans. »

De plus, on fit un appel à l'armement de tous les ouvriers.

On réclame la dissolution de la Douma. Elle eut lieu le 18 octobre.

Kerensky se rendit au G. Q. G., la Stavka, et fit une proclamation dans laquelle il annonça les mesures suivantes :

« 1° Le gouvernement provisoire remplacera tous les chefs qui à son avis, sont incapables de repousser l'ennemi et de collaborer à l'affermissement du régime républicain en Russie.

2° Le gouvernement provisoire remplacera tout le personnel dirigeant de l'état-major du généralissime ayant pris part à la mutinerie du général Korniloff par de nouveaux officiers expérimentés et dévoués à la République. »

Les autres articles disaient que les rebelles et ceux qui s'étaient rendus coupables de meurtre sur des officiers, seraient punis.

Verkhovski promit une nouvelle méthode de discipline basée sur des fondements démocratiques.

Mais le 23 septembre déjà le nouveau ministre de la guerre démissionna parce qu'il se rendit compte de l'impossibilité de sa tâche de réorganiser l'armée. La Russie n'avait plus d'armée, déclara-t-il.

Le général Doukhonine lui succéda.

Mais, à leur tour, les bolchévistes agrièrent. Ils avaient demandé l'armement des ouvriers. A Pétrograd et à Moscou il se forma des gardes rouges. Les ouvriers en firent partie et s'exercèrent au tir.

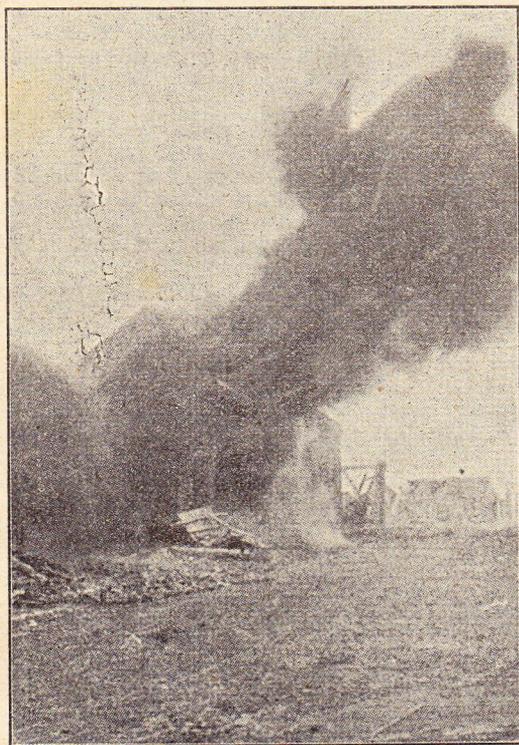
Entretiens les journaux avaient continué à accuser Kerensky. Il voulut défendre la politique aux armées. Il nomma Alexeïeff, le bourreau du Tsar, comme son adjoint, sur les ordes des Alliés.

Les journaux de Korniloff paraissaient toujours.

Leur camarade Trotsky était prisonnier à Pétrograd. Lénine et Zinovieff durent se cacher... L'ambassadeur anglais, Georges Buchanan était encore à Pétrograd. Ainsi on formula les griefs, et l'on dit :

« Le kornilovisme n'est plus à Mohilev, mais à Pétrograd, et son chef porte un nom fort connu : A.-F. Kerensky. »

Les bolchévistes exigèrent la rupture complète avec la bourgeoisie et la démission des ministres de cette classe.



Une maison incendiée par les Allemands saute à l'approche des Anglais.

« Il faut poser les exigences suivantes qu'il convient de soutenir énergiquement :

1° Rupture complète avec la bourgeoisie. Eloignement des ministres bourgeois.

2° Tout le pouvoir aux mains des ouvriers, des soldats et des paysans pauvres.

3° Armement immédiat et complet des ouvriers et des soldats révolutionnaires.

4° Libération immédiate de tous les prisonniers bolchéviki et internationalistes.

5° Liquidation radicale du complot de Korniloff par l'arrestation des bourgeois contre-révolutionnaires (Milioukoff, Rodzianko, Goutchkoff et autres); fermeture des organisations bourgeois contre-révolutionnaires (Douma, Comité central du parti cadet et autres); suppression des journaux bourgeois.

6° Abolition immédiate de la peine de mort pour les soldats.

7° Epuration immédiat de l'effectif du commandement d'après les listes établies par les organisations de soldats.

8° Bannissement des agents capitalistes alliés. »

Une conférence démocratique à Pétrograd n'apporta pas une solution malgré le vote d'un gouvernement de coalition entre modérés et extrémistes; d'ailleurs il n'y eut qu'une majorité de 766 voix contre 688 et 36 abstentions.

On institua un Conseil républicain provisoire, une sorte de parlement, composé de délégués de tous les partis et de toutes les classes.

Mais les bolchévistes attaquèrent immédiatement le nouveau gouvernement par l'organe de Trotsky. Il déclara que les bolchévistes quitteraient le conseil du gouvernement pour aller annoncer aux travailleurs, aux soldats et aux paysans que la patrie et la révolution étaient en danger.

Et, en effet, les délégués quittèrent le gouvernement.

Entretiens les Allemands occupèrent les îles Dagö et Oersel après une résistance opiniâtre de la flotte de la Baltique. A Pétrograd régna la panique à l'annonce que Hindenburg viendrait assiéger la ville.

Et de toutes parts on entendit parler de pillages.

La misère était bien grande et il n'y avait point de pouvoir. Dans les campagnes les paysans auxquels se mêlèrent des soldats, assaillirent les maisons des propriétaires fonciers. On dévalisa les voyageurs, il y eut des crimes, les routes devinrent peu sûres.

L'industrie se paralysa. Dans les villes les personnes affamées faisaient la file devant les magasins. Parfois on ne put obtenir que 100 grammes de pain par jour. Il n'y eut plus que du papier-monnaie en circulation en échange duquel les paysans refusèrent de livrer des céréales. Le cours de la rouble s'affaissa d'une façon continue. Les anciennes coupures furent cachées parce qu'on avait peu de confiance dans les nouvelles que l'on appela les « coupures Kerensky ».

L'usure s'exerça en pleine sécurité; elle se pratiqua en pleine rue. Les prix montèrent d'une façon inquiétante. Les agents des chemins de fer se mirent en grève aux fins d'obtenir une augmentation de salaire; les ouvriers des autres industries les limitèrent.

« Les bourgeois n'ont qu'à payer », entendit-on partout.

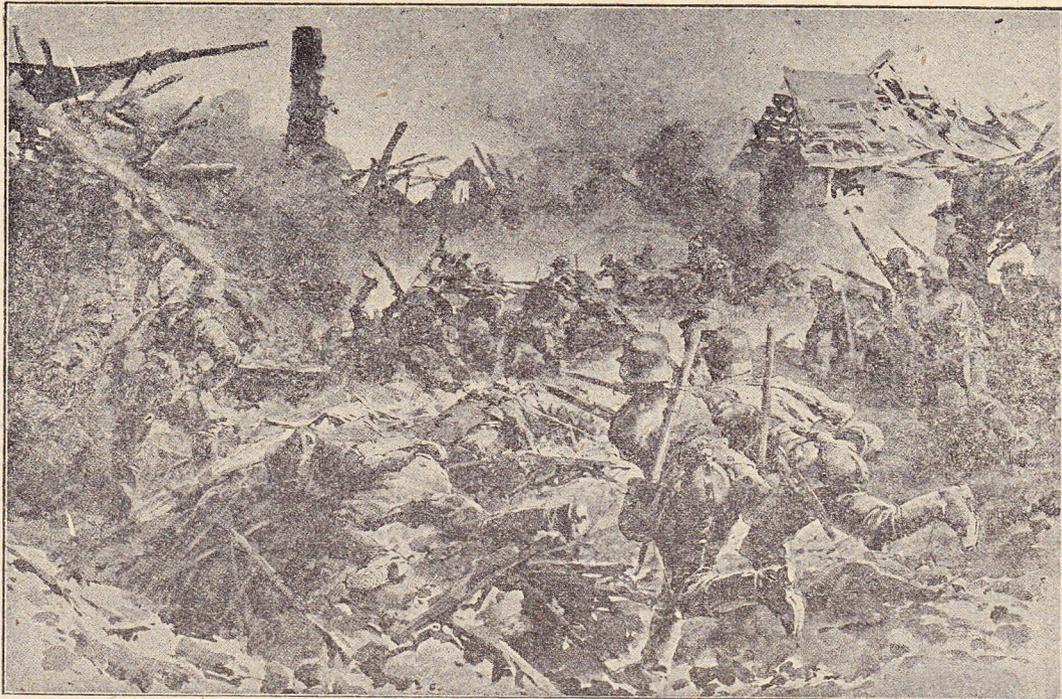
Les bolchévistes trouvèrent dans cette situation un terrain de propagande excessivement favorable. Il y eut force manifestations.

Verkhovski déclare dans une séance au parlement :

« Nos malheurs vont croissant, au front comme à l'arrière. Depuis le 1er octobre, il y a eu à l'intérieur du pays 16 pillages, 8 pillages d'eau-de-vie, 24 actes arbitraires. On a dû recourir 16 fois à la force armée pour étouffer des manifestations anarchiques et cela pendant neuf jours seulement... »

Notre milice est pleine de gens de hasard, quelque fois à peine sortis de prison et qui ont pris eux-mêmes la direction des pillages... »

Kerensky déclara que, non seulement les bolchévistes, étaient la cause du désarroi, mais aussi les tsaristes qui préféreraient l'effondrement de la Russie au triomphe de la révolution. Il aurait acclamé les troupes allemandes



La lutte pour Cambrai.

à Pétrograd si celles-ci pouvaient rétablir le Tsar sur son trône.

Le gouvernement ne fut plus qu'un mythe. Les soviets organisèrent un congrès et votèrent un ordre du jour, disant que la prise en main du gouvernement par le peuple pouvait seul sauver la situation; que l'on devrait immédiatement proposer à toutes les nations un armistice suivi d'une paix honorable.

On devait faire une lutte acharnée contre la classe dirigeante.

Le 5 novembre les ouvriers du district de Moscou cessèrent tout le travail, ils occupèrent les usines main armée et en chassèrent les propriétaires.

Le 6 novembre Verkhovski démissionna.

Le gouvernement prit des mesures énergiques : on défendit les manifestations; on menaça les agitateurs de la prison et de pleines disciplinaires.

On proclama des ordres, Kerensky dénonça au parlement le péril d'une révolution bolchéviste. Mais tout cela arriva trop tard, plus rien n'y fit... La révolution avait déjà éclaté. Les bolchévistes allaient subitement s'emparer du pouvoir.

LES JOURNÉES D'OCTOBRE EN RUSSIE

On appelle cette révolution « les journées d'octobre », d'après le calendrier russe.

Pour nous ce fut le 7 novembre lorsque tout à coup des autos blindées firent leur apparition à Pétrograd. Elles étaient équipées par des soldats bolchévistes : des hommes de la garde rouge.

Des camarades placardèrent immédiatement une proclamation au peuple portant avis que le gouvernement provisoire était dépossédé et que le pouvoir passa aux mains des Soviets. Les membres du gouvernement provisoire se trouvèrent réunis au Palais d'hiver, mais le chef Kerensky parvint à échapper.

Des détachements de troupes gouvernementales essayèrent d'apporter de la résistance. Il y eut des combats parvinrent à s'emparer des officiers, puis ils résolurent d'attaquer le Palais d'hiver.

Il commença le bombardement, mais les assiégés ripostèrent et ainsi la ville entière souffrit de ce duel d'artillerie.

dans la rue avec quelques blessés, mais les bolchévistes

La population était saisie d'épouvante. Mais où provenait donc ce grondement du canon ?

On apprit bientôt que les matelots s'étaient joints à l'insurrection et que ce feu d'artillerie provenait du croiseur « Aurore » et de quelques torpilleurs. Ce jour-là il n'y eut pas une longue résistance.

Le grondement sinistre du canon se prolongea jusqu'à deux heures du matin, alors les insurgés se lancèrent à l'assaut du palais et y pénétrèrent bientôt. Les membres du gouvernement furent faits prisonniers, sauf Kerensky. Ce fut une désillusion pour les bolchévistes, parce que du fait de l'évasion du président la victoire était incomplète.

Néanmoins, le lendemain, Lénine, l'âme du mouvement, lança des proclamations. La première fut un manifeste aux peuples et aux gouvernements, en vue d'obtenir un armistice sur tous les fronts et d'entamer des pourparlers de paix.

La masse du peuple s'en montrait contente, que la guerre finisse seulement !

Lénine supprima les journaux bourgeois : ils étaient donc réduits au silence.

Les bolchévistes étaient maîtres de l'agence télégraphique et firent connaître leur victoire par le monde entier.

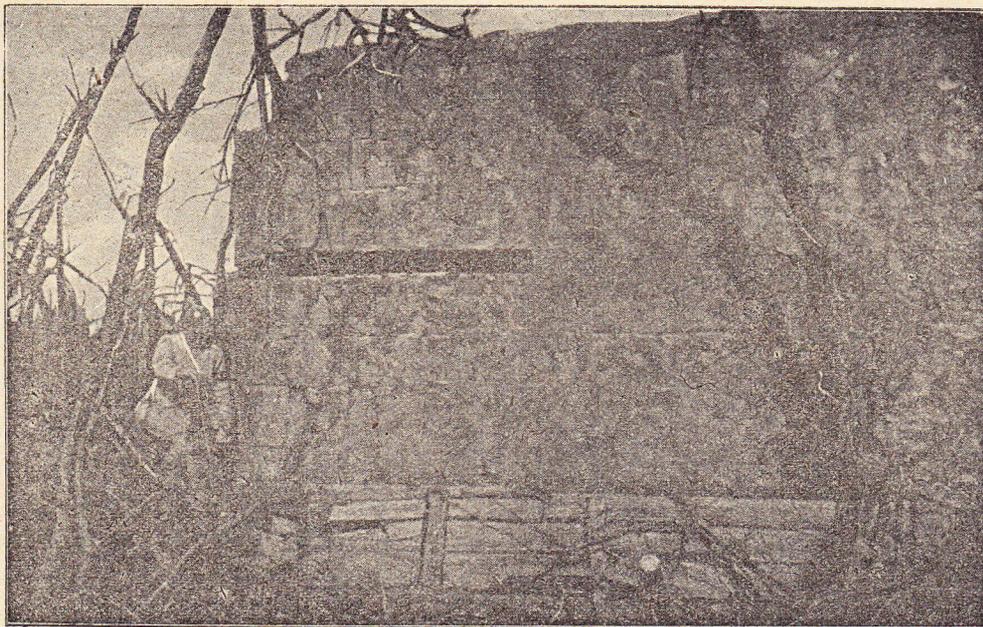
Le comité révolutionnaire militaire, qui détenait maintenant le pouvoir, ordonna l'arrestation de Kerensky et de Korniloff, mais ce dernier avait fui vers le sud.

Le 9 novembre on prit un arrêté qui devait gagner beaucoup de partisans à la cause de la révolution. Il stipule que la terre était propriété nationale et serait partagée entre les paysans.

Le 12 novembre auraient lieu les élections pour la constituante. Vladimir Oulianoff (ou Lénine) signa ces arrêtés, Bronstein (Trotsky) devint commissaire du peuple. Le conseil des commissaires du peuple s'empara de la presse, occupa les bureaux de rédaction et les ateliers d'imprimerie, chassa le personnel, qu'il remplaça par ses propres adeptes.

Mais dans les environs se trouvaient encore des troupes du gouvernement. Kerensky leur enjoignit l'ordre de marcher sur Pétrograd. Quelques divisions lui étaient restées fidèles.

A Gatchina elles se heurtèrent aux avant-gardes des



Un abri bétonné allemand appelé "Pillboxes" par les Anglais

troupes rouges. Il y eut un combat sanglant mais court. Les gardes rouges reculèrent et les troupes gouvernementales occupèrent Gatchina.

Immédiatement elles continuèrent leur avance et le 10 elles prirent Slavianki.

Plus loin il y eut un plus fort contingent de troupes bolchévistes sous les ordres du lieutenant-général Mouravieff, qui disposait de canons. De part et d'autre le canon gronda comme un prélude de la bataille pour la capitale. Kerensky se trouvait à Gatchina.

Trotsky comprit que tout l'avenir dépendait de l'issue de ce combat et il fit appel à tous les ouvriers pour s'armer, creuser des tranchées et construire des barricades.

Le 12 le combat s'engagea près de Tsarkoé-Selo. Il fut très violent. Des hommes d'une même nation se combattaient les uns les autres avec énergie. Il y eut beaucoup de morts et de blessés. Les bolchévistes attaquèrent avec fureur et comme il y eut des indécis parmi les troupes gouvernementales, leur résistance fut bientôt brisée. Les divisions de Kerensky se retirèrent cependant en bon ordre, poursuivies par les bolchévistes.

Le lendemain, ceux-ci recommencèrent l'attaque, mais cette fois-ci ils rencontrèrent peu de résistance; les troupes du gouvernement s'enfuirent en déroute.

Kerensky dut abandonner précipitamment Gatchina, les bolchévistes y entrèrent bientôt. Leur chef lança la proclamation suivante :

« Le 30 octobre, dans un très violent combat sous Tsarkoé-Selo, l'armée révolutionnaire a complètement battu les troupes contre-révolutionnaires de Kerensky et de Korniloff. Au nom du gouvernement révolutionnaire, j'invite tous les régiments de la révolution qui sont sous mes ordres à résister aux ennemis de la démocratie révolutionnaire, à prendre toutes les mesures pour s'emparer de Kerensky, et également à s'opposer à toutes semblables aventures qui menacent les conquêtes de la révolution et le triomphe du prolétariat.

Vive l'armée révolutionnaire !

MOURAVIEFF. »

Cette défaite de Kerensky consacra le triomphe du bolchévisme à Pétrograd.

Beaucoup de tsaristes et de partisans de Kerensky quittèrent la ville où se cachèrent; Lénine devint tout puissant.

Mais on devait attendre pour savoir comment se passèrent les choses à Moscou.

A ce sujet laissons la parole à M. René Herval qui se trouvait en cette ville avec un groupe d'artillerie lourde française.

« A Moscou coururent des nouvelles alarmantes.

Depuis quelques temps on s'attend chaque jour à des événements graves. Le 8 novembre des officiers se réunissent à l'École Militaire Alexandre (École des cadets) située à l'Arbate, quartier le plus riche de la ville. Nous-mêmes, passant en automobile devant cette école pour nous rendre au cantonnement des batteries qui se trouve maintenant dans les locaux de la Société des courses, non loin du champ de manœuvres de la Khadinka, remarquons que les bâtiments sont gardés par des postes de cadets en armes.

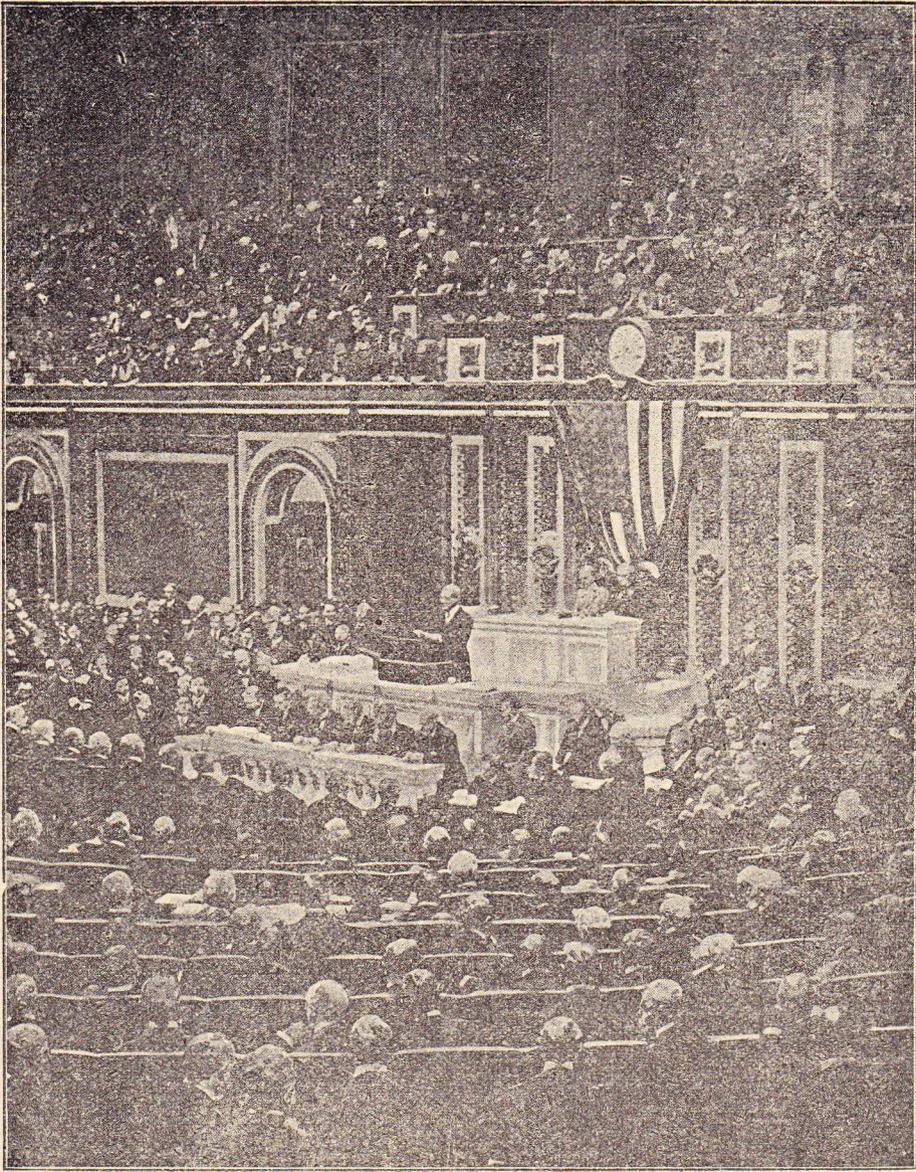
Le 9 novembre commencent les hostilités : on entend des coups de feu vers le centre de la ville. Dans la nuit une fusillade éclata dans les casernes qui nous séparent de la Khadinka, c'est-à-dire dans notre voisinage immédiat. Nous entendons deux séries de détonations, l'une à minuit, l'autre vers quatre heures.

A l'aube, nous nous apercevons que le cantonnement est entouré de troupes bolchévistes armées de canons. Plusieurs de ces pièces sont en batterie à deux cents mètres de nous.

Cependant un détachement sort en camion pour aller, comme d'ordinaire, faire l'instruction aux artilleurs casernés près de la Moskva, au centre de la ville. Ceux-ci déclarent qu'il n'y a pas d'instruction aujourd'hui : ils gardent les 155 longs placés dans la cour du quartier. Contre qui ? L'un d'eux, interrogé, répond : « Contre les masses sombres... » (sic). Nous ne parvenons pas à en apprendre davantage, sans doute parce que le pauvre diable n'en sait pas plus long lui-même.

Tandis que les camions revenant au champ de courses remontent la Tverskaïa, ils sont arrêtés à plusieurs reprises : des soldats et des civils en armes veulent réquisitionner les voitures. L'attitude ferme du chef de détachement en impose sans doute aux belligérants; tout le monde rentre finalement sans encombre au cantonnement.

Deux groupes des combattants en présence : les bolchévistes, désireux de faire triompher à Moscou comme à Pétrograd la révolution sociale, et les cadets appuyés d'une certaine nombre d'officiers, qui veulent simplement le déboucher d'arriver à leurs fins, mais sans trop savoir de quoi demain pourrait être fait s'ils venaient à triompher eux-mêmes. Malheureusement pour ces derniers, les insurgés ont bien pris toutes leurs disposi-



Le Président Wilson prononce son discours par lequel il propose de déclarer la guerre à l'Allemagne.

tions et l'on peut dire qu'ils occupent toute la ville et la banlieue, à l'exception :

1° De l'École des cadets Alexandre et de ses environs, c'est-à-dire du quartier de l'Arbate et d'une partie du centre jusqu'à la place du Théâtre.

2° De l'École des cadets Alexis, des corps de cadets (nos cantonnements d'antan) et de leurs environs, c'est-à-dire d'une partie du quartier de Lefortovo.

Les parcs d'artillerie étant situés à Lefortovo et à la Khadinka, toute l'artillerie est en outre aux mains des bolchévistes. Les cadets n'en possèdent que quelques pièces, de petit calibre.

Les Français se trouvèrent alors dans une mauvaise posture.

« Le soir », raconte Herval, « nous recevons une visite suspecte : un individu se disant Russe de nationalité, mais officier d'aviation française, demande à parler confidentiellement au capitaine G... »

« Je suis chargé, lui dit-il en substance, d'une mission auprès de vous. Passant en automobile près de la basilique du Sauveur, j'ai été arrêté par les mencheviki et les cadets. Ils m'ont conduit au gouverneur de Moscou, lequel m'a demandé de venir vous trouver et de vous demander si, le cas échéant, vous seriez décidés à marcher contre les bolchévistes... »

La question semble étrange : le soi-disant messager porte un uniforme bleu horizon sous un manteau kaki de forme réglementaire. Il parle très bien français, mais son récit nous semble suspect à tous. Le capitaine le renvoie au commandant M..., non sans lui avoir dit que nous n'avions pas à nous mêler des querelles intérieures des Russes.

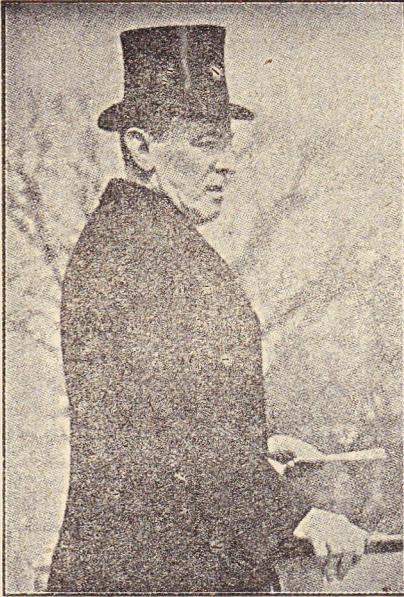
« Mais je vois que vous avez des armes », déclare l'inconnu.

— Nous ne nous en servons qu'en cas d'attaque, répond le capitaine; mais, en ce cas, les assaillants auront sans doute à s'en repentir ! »

On conduit ensuite l'individu au commandant M..., qui lui fait, comme de juste, une réponse négative.

Le 11 novembre, pour bien montrer que nous entendons ne pas prendre part aux événements mais que nous voulons être respectés, nous hissons le drapeau tricolore sur le cantonnement. On entend de plus en plus les fusillades et les détonations d'artillerie dans la direction de la ville.

Le 12 novembre, à huit heures du soir, nous recevons une nouvelle visite : c'est une patrouille de soldats en armes conduits par un civil qui n'inspire aucune espèce de confiance. Le capitaine leur demande ce qu'ils désirent.



Le Président Wilson.

« Nous voulons perquisitionner, déclare le civil; on nous a dit que des réunions contre-révolutionnaires se tenaient dans les sous-sols du pavillon des courses. Il paraît aussi qu'il y a des armes cachées et des « liqueurs à base d'alcool ».

— Nous avons nos armes, répond le capitaine, ce qui n'a rien d'extraordinaire ni de caché, puisque nous sommes militaires. Pour le reste, vous pouvez perquisitionner. Mais je vous ferai remarquer que vous êtes ici dans un cantonnement français et que ce que vous faites est peu explicable.

— Dans ce cas, s'excuse le civil, nous n'insistons pas. Ce n'est pas la peine de perquisitionner, puisque vous donnez votre parole.

Il y a une autre raison au départ précipité de notre homme et de ses acolytes : c'est tout simplement la présence de nos postes au canon, entouré sa patrouille. D'ailleurs sa véritable mission est terminée : il était venu voir ce qui se passait chez nous; maintenant il n'a qu'une hâte : sortir d'ici.

De tous ces extraits on peut déduire déjà que la situation était peu précise à Moscou. Dans un quartier on ignorait ce qui se passait dans un autre.

En fait les bolchévistes y étaient les maîtres : ils disposèrent d'une force d'environ 100,000 hommes. Sans coup férir ils s'étaient emparés du Kremlin et avaient placé leur soviets dans le palais de la place Skobelev. Leurs autos blindées sillonnaient les rues en tous sens avec des mitrailleuses menaçantes. L'opposition ne comptait guère que 3000 cadets et officiers.

Kerensky ne fit rien entendre de lui.

Dans les quartiers occupés par les bolchévistes la circulation était intense. Mais la bataille faisait rage autour des deux écoles des cadets. Celles-ci furent bombardées par les bolchévistes et les cadets ripostèrent avec leurs pièces légères. On avait installé des mitrailleuses dans des trous percés dans les murs. Il y eut plusieurs assauts contre les écoles mais ils furent repoussés.

Il tomba des morts de part et d'autre quoique peu nombreux : il y en eut tout au plus deux cents après quatre jours de combat. Quelques maisons incendiées donnèrent l'impression que tout Moscou flamboyait et cependant les dégâts étaient peu importants. La population attendait avec indifférence l'issue du conflit. Les principaux habitants des quartiers assiégés ne soutinrent pas les cadets, mais ils se cachèrent dans les caves, effrayés par le bombardement.

Riabtseff dirigeait la résistance. Mais bon nombre des officiers qui commandaient les cadets était des incapables.

bles. Ils étaient de l'ancien régime et n'avaient jamais vu le front.

« L'un d'eux », raconte Herval, « entendant le sifflement d'un obus, demanda à D., si c'était une mitrailleuse qui tirait; un autre lui montrant un éclat d'obus, lui posa cette question : « Est-ce que ce projectile » va éclater? »

Ces détails paraîtront sans doute invraisemblable au lecteur : ils sont pourtant parfaitement authentiques : qu'on se rappelle simplement que la scène se passe en Russie.

Parmi les cadets il y avait des jeunes hommes de quatorze ans. La résistance ne pouvait être durable.

Quoique les cadets disposassent d'autos blindées qui firent grand tort aux bolchévistes.

La presse bolchéviste annonça que les Français soutenaient la résistance. Le commandant français porta un démenti à cette insinuation.

La garde blanche soutint les cadets mais son aide fut peu efficace.

Malgré le bruit qui courait, il n'arriva pas des troupes gouvernementales pour dégager les cadets.

Le 15 septembre les contre-révolutionnaires durent abandonner. A cinq heures le comité révolutionnaire conclut un accord avec l'administration de la ville au comité du salut public. Celui-ci fut dissous. La garde blanche dut déposer les armes et fut licenciée. Dans les écoles des cadets on ne pouvait garder que les armes nécessaires à l'instruction. Les prisonniers des deux partis furent relâchés.

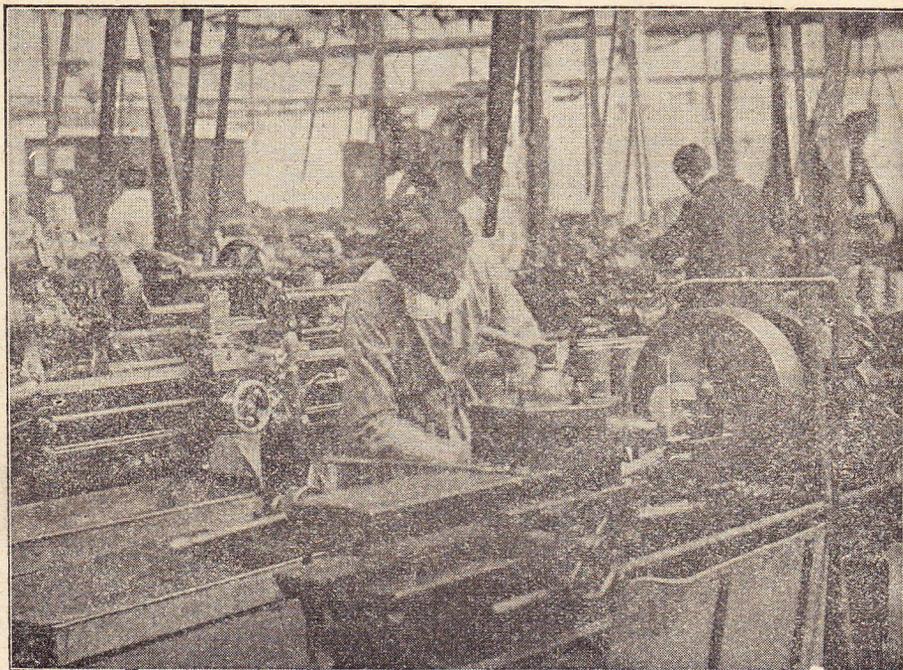
Alors le comité révolutionnaire lança la proclamation suivante :

Camarades,
Ouvriers et soldats,

« Les cadets et la garde blanche se sont rendus. Après une lutte sanglante, grâce aux efforts héroïques (?) des soldats et ouvriers liés par le sang, les ennemis du peuple ont été vaincus. De nombreuses victimes ont péri dans la lutte. Le sang précieux du peuple a été versé en abondance pour l'œuvre de la paix et de la liberté.



L'intervention de l'Amérique.
(Dessin de Jordaen, dans "l'Amsterdammer").



Une des nombreuses fabriques de l'Amérique, convertie en usine de munitions.

Jamais le peuple révolutionnaire n'oubliera ces victimes et ce sang.

Honneur et gloire aux champions tombés!

Continuer l'œuvre de leur vie sera l'évangile des vivants.

Vive la Victoire des soviets!

Les termes étaient évidemment très exagérés : Le combat n'avait guère été si meurtrier et le nombre de victimes était relativement restreint.

Herval raconte :

«Le 22, quelques-uns d'entre nous, passant sur la place Rouge, constatent que l'on creuse une immense fosse le long de la muraille du Kremlin, entre les portes Nibolsky et Spassky. Le lendemain on enterre en cet endroit les bolchévistes tombés pendant la bataille. De longues bannières rouges ou même simplement roses, couvertes d'inscriptions en lettres dorées, descendent du haut des murs vers la fosse.»

Une grande foule assista à l'enterrement.

«Le 26 novembre a lieu l'enterrement des cadets tombés pendant la semaine sanglante. Nous voyons passer une suite de quarante cercueils le long du Tverskoï Boulevard et de la Tverskaïa. La foule est silencieuse et ne se livre à aucune manifestation.

Les contrerévolutionnaires se retirèrent dans la province du Don, où le chef des Cosaques, le général Kalédine essaierait d'organiser la résistance.

A Kief les bolchévistes avaient été battus après un combat pareil à celui de Moscou.

Mais à Pétrograd et à Moscou Lénine et Trotsky détenaient donc le pouvoir. Dans les conséquences économiques la révolution semblait plus néfaste encore que la dictature militaire.

Les décrets bolchévistes. — L'armistice sur le front russe. — Aperçu général de la situation en Europe.

Les principaux décrets de Lénine furent, comme nous le disions plus haut la socialisation de la propriété et la conclusion de la paix.

Voici le premier décret et ses stipulations principales :

1. La propriété des propriétaires agriculteurs sur la terre est abolie immédiatement et sans aucun rachat.

2. Les domaines des propriétaires, ainsi que toutes les

terres de la couronne, des monastères et des églises, avec tout leur inventaire et leur cheptel, leurs constructions agricoles et toutes leurs dépendances, sont mis à la disposition des comités fonciers communaux et des conseils d'arrondissement de députés paysans jusqu'à la Constituante.

3. Toute détérioration quelconque des biens confisqués appartenant désormais au peuple entier est déclaré crime grave, justiciable du tribunal révolutionnaire. Les conseils d'arrondissement des députés paysans prendront toutes les mesures nécessaires pour observer l'ordre le plus strict lors de la confiscation des domaines des propriétaires, pour déterminer les limites de superficie et les terres sujettes à la confiscation, pour l'établissement de l'inventaire exact des biens à confisquer et pour la stricte garde révolutionnaire de toute la propriété passant au peuple : terres, constructions, instruments, bétail, stocks de produits, etc.

5. La terre des simples paysans et des simples cosaques n'est pas confisquée.

Les bolchévistes agirent donc immédiatement d'une façon très résolue et sans la moindre hésitation.

Et cette mesure leur gagna immédiatement beaucoup de sympathie même dans la campagne où les paysans avaient si longtemps été habitués à vivre sous le knout.

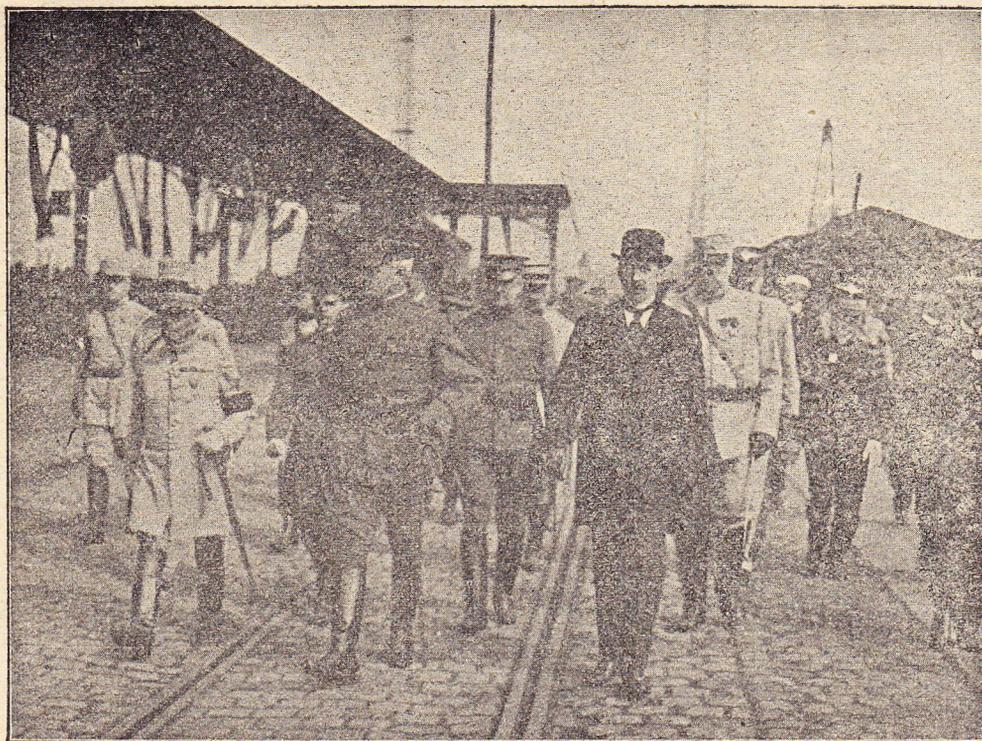
De la propagande sur ce sujet devait être fructueuse. Car les terres étaient en possession d'un nombre relativement restreint de propriétaires et les paysans avaient demandé depuis bien longtemps un autre régime.

Quoique il appartenait à la constituante de trancher cette question on donna déjà certaines indications. Avec le décret parut une espèce de mémoire explicatif.

Le droit de propriété privée sur la terre est aboli pour toujours; la terre ne peut être ni vendue, ni achetée, ni donnée à bail, ni engagée, ni aliénée de toute autre manière. Toute la terre nationale de la Couronne, de la famille impériale, des monastères, des églises, des majorats concédés, des propriétés particulières ou communes et paysannes est expropriée sans indemnité, constituée en domaine public et passe en jouissance à tous ceux qui la travaillent.

A ceux qui souffriront de cette transformation matérielle, on ne reconnaît que le droit à l'Assistance publique pendant le temps nécessaire pour s'accommoder à de nouvelles conditions d'existence.

Le tréfonds (minerais, naphte, charbon, sel, etc.), les



Arrivée du général américain Pershing à Boulogne, il marche entre le général Dumas et M. Re.é.

bois, les eaux ayant un intérêt général deviennent propriété exclusive de l'Etat. Toutes les petites rivières, lacs, bois, etc., passent à la jouissance de la communauté sous condition de leur gestion par les organes locaux d'administration autonome.

Les biens fonciers comportant des cultures de haut rendement, jardins, plantations, pépinières, orangeries, etc., ne sont pas soumis au partage, mais deviennent cultures modèles et sont remises en jouissance exclusive à l'Etat et aux communautés suivant leur superficie et leur importance.

La terre des maisons d'habitation, urbaines ou agricoles, avec leurs jardins et vergers, sont laissés en jouissance à leurs propriétaires actuels. La dimension de ces terrains et l'importance des taxes de jouissance seront fixées par voie législative.

Le droit de jouissance de la terre appartient à tous les citoyens (sans distinction de sexe) de l'Etat russe qui désirent la travailler eux-mêmes ou avec l'aide de leur famille ou en société, aussi longtemps qu'ils en auront la force. Le travail salarié n'est pas admis.

En cas d'incapacité accidentelle d'un des membres de la société agricole pendant deux ans, la société agricole est tenue, jusqu'à complet rétablissement de sa faculté de travail, de lui venir en aide pendant ce temps par le travail commun de la terre.

Les agriculteurs qui, par suite de vieillesse ou d'invalidité, ont pour toujours perdu la possibilité de travailler la terre, perdent le droit à la jouissance de celle-ci, mais, en échange, reçoivent de l'Etat une pension.

Les fonds agraires sont soumis périodiquement à repartage en raison de l'augmentation de la population et du relèvement de la production et de la culture agricole.

La répartition entre les travailleurs est assurée par les administrations locales et centrales.

Si, dans certaines localités, le fond agraire constitué n'est pas suffisant pour satisfaire toute la population locale, l'excédent de la population totale doit émigrer.

L'organisation de l'émigration, ainsi que ses frais et la fourniture de matériel, sont à la charge de l'Etat.

Tout cela fut réglé en théorie, mais en pratique on allait évidemment se heurter à des difficultés très grandes, surtout lorsqu'il s'agirait de faire le partage, car bien que les paysans russes s'appelaient tous des frères, ils n'en

conservaient pas moins leurs passions, comme l'avarice, l'égoïsme, la jalousie, la cupidité, comme toutes les classes dans toutes les nations.

Beaucoup de riches propriétaires, des châtelains, des nobles, devinrent pauvres du jour au lendemain. Ils durent quitter leurs domaines et perdirent tout autorité, tout pouvoir et tout prestige.

Dans l'industrie les bolchévistes s'y prirent d'une autre façon. Il n'y eut pas de mainmise, mais le patron n'avait virtuellement plus rien à dire, il devint un vulgaire commis qui conservait une part infinie des bénéfices.

Ce fut le régime du contrôle ouvrier. Des comités de fonctionnaires et d'ouvriers devaient exercer le contrôle sur l'achat des matières premières, sur la production et sur l'écoulement, à un prix normal, des produits manufacturés. Les secrets industriels étaient défendus. Tous les livres devaient rester à la disposition de la commission de contrôle: celle-ci contrôlait aussi la correspondance. Les abus devaient être signalés sur-le-champ. Le patron était le sujet de son personnel, parce que le décret stipulait qu'il devait se soumettre aux décisions du comité de contrôle. Seulement, il pouvait interjeter appel.

Beaucoup d'industriels qui s'aperçurent que ce n'était qu'une étape vers la confiscation pure et simple de leurs fabriques, préférèrent fermer celles-ci immédiatement et de sauver ce qu'ils purent. D'ailleurs, à cause du désarroi général et la guerre dans les pays voisins, l'industrie déperissait constamment. Après, les bolchévistes se mêlèrent des habitations. Le droit de propriété des maisons qui avaient une certaine valeur locale et de toutes les maisons louées, était supprimé.

Dans les maisons habitées par le propriétaire, celui-ci ne pouvait plus garder que quelques appartements dont la valeur locale ne pouvait pas dépasser 800 roubles par année.

On comprend aisément combien les bolchévistes s'empressèrent de s'installer dans les riches hôtels de Moscou et de Pétrograd. Ce fut comme dans un vrai conte. Beaucoup d'entre-eux qui croupissaient dans les faubourgs surpeuplés dans les quartiers populeux s'installèrent dans les superbes salons de l'aristocratie.

On défendit de payer un loyer aux ex-propriétaires.

On dut le verser dans les caisses des comités locaux ou



Ecole d'apprentissage pour la confection des munitions en Amérique.

des banques de l'Etat. Un comité de l'habitation était chargé de récupérer les loyers. Et il y eut un comité semblable dans chaque habitation. Il était composé des habitants de la maison : à tour de rôle chacun d'eux devait monter la garde à l'entrée pour maintenir l'ordre et empêcher les vols. Car, il était possible qu'à sa rentrée on trouve son logis occupé par de nouveaux locataires. Il est facile à concevoir que beaucoup ne payaient jamais de loyer et que vers la période de l'échéance ils allaient s'installer ailleurs.

Les mesures prises contre les banques provoquèrent de l'agitation dans l'Europe entière et même par le monde entier. Les banques que l'on appela les fondements du capitalisme ne pouvaient manquer de s'attirer la sollicitude des bolchévistes!

Une première mesure fut la défense qui leur fut faite de payer plus de 180 roubles par semaine aux possesseurs de dépôts en banque. Cette somme était dérisoire par ces temps de cherté de vie et de misère. La rouble était cotée bien bas et sa valeur diminuait toujours. Evidemment, il fallait acquiescer la certitude que la mesure fut bien observée : il y eut donc un va et vient continu des commissaires, de patrouilles, d'un tas de contrôleurs pour procéder à la vérification des comptes. Dans ces conditions les banques préférèrent se fermer. Alors le conseil des commissaires du peuple prit une nouvelle mesure. C'était le 25 décembre. A dix heures l'offensive contre les banques se déclancha.

Et Herval écrit :

Les victimes désignées étaient, à Péetrograd, d'abord le Crédit Lyonnais, puis la Banque Internationale, Banque Commerciale, la Russo-Asiatique, la Volga-Kama, la Banque d'Escompte et Prêts, la Banque Sibérienne, la Banque Centrale, le Crédit Mutuel et toute une série d'autres.

Des détachements de garde-rouges et de matelots en automobile se présentèrent dans ces établissements et arrêtèrent provisoirement toutes les personnes présentes.

Les employés et le public furent fouillés. Puis, dans chaque banque, le commissaire rassembla le personnel, et lui annonça que puisque les banques privées continuaient à saboter le nouveau régime et dissimulaient leurs comptes grâce à « ce fin procédé d'escroquerie qu'est la comptabilité », un décret avait été pris contre elles.

Voici ce décret :

Dans l'intérêt de l'organisation régulière de l'économie

populaire, dans le but de l'extirpation définitive de la spéculation bancaire, le Conseil des commissaires déclare :

1° Les opérations de banque sont déclarées monopoles de l'Etat.

2° Toutes les banques privées montées en sociétés par actions et les comptoirs bancaires sont rattachés à la Banque d'Etat.

3° L'actif et le passif des entreprises réquisitionnées sont repris par la Banque d'Etat.

4° L'ordre de fusionnement des banques privées avec la Banque d'Etat sera fixé par décret spécial.

5° La direction provisoire des banques privées est transmise au conseil de la Banque d'Etat.

6° Les intérêts des petits déposants seront entièrement sauvegardés.

Au sujet de ce dernier article, inspiré, comme les dispositions du décret sur la terre relatives aux petites propriétés, par les doctrines néo-marxistes, Sokolnikoff, rapporteur du décret auprès du Comité central exécutif, déclara :

Nous avons pris des mesures pour la sauvegarde des intérêts des petits déposants et nous avons adopté envers eux une politique qui, peut-être sauvera leurs économies des travailleurs. *Nous adopterons une autre politique vis-à-vis des gros capitalistes : elle sera impitoyable.*

Et ailleurs :

Ce pas que nous faisons signifie que nous avons commencé ouvertement et directement la révolution sociale.

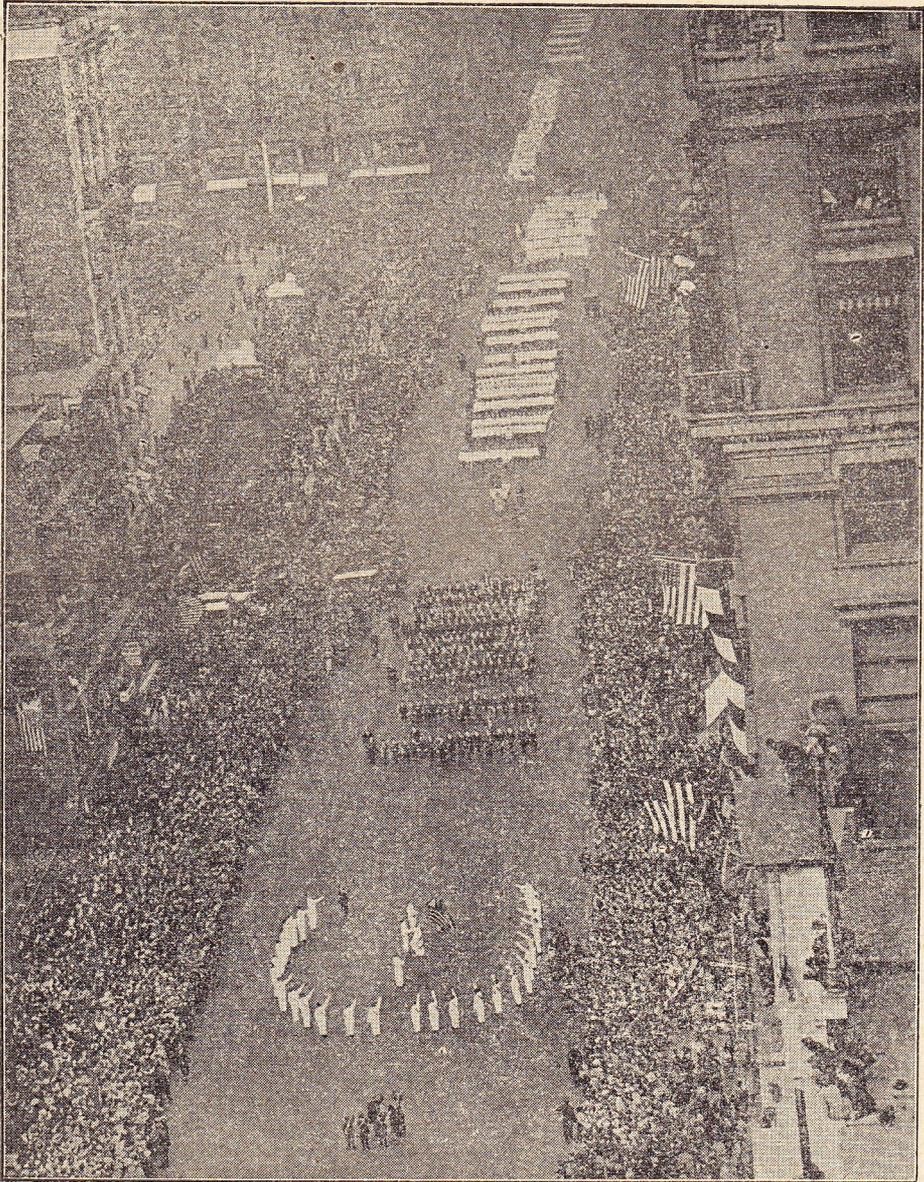
Pour bien montrer qu'ils entendaient ne pas se répan- dre en vaines menaces, mais frapper fort et droit au but, les commissaires, après lecture du décret, laissèrent des postes de matelots et de gardes rouges dans les banques et donnèrent l'ordre d'arrêter les directeurs. Quelques-uns parvinrent à fuir, qui en Chine, qui en Suède; d'autres furent appréhendés.

Cette première résolution fut suivie d'une seconde.

1) Toutes les sommes en garde dans les coffres-forts des banques doivent être versées à la Banque d'Etat, aux comptes courants des clients.

2) Tous les locataires des coffres-forts sont tenus de se présenter à la banque, à la première convocation, avec les clefs, pour assister à leur revision.

3) Tous les locataires des coffres-forts qui ne se seront pas présentés dans un délai de trois jours à dater de la



Une fête à New-York afin d'encourager les Américains à s'engager dans l'armée.

convocation seront considérés comme déclinant la révision dans un but mentionné.

Toutes les valeurs contenues dans leurs coffres-forts seront confisquées par la Banque d'Etat et deviendront propriété du peuple.

Il n'y eut donc plus qu'à céder avec l'espoir de pouvoir sauver ce que l'on peut. On comprend que ce coup causa une profonde émotion.

Les propriétaires arrivèrent donc et durent voir le nouveau pouvoir se rendre maître de leur avoir.

Cette affaire financière causa une vive impression dans le monde entier, avons-nous dit. Rien d'étonnant d'ailleurs. Le nouveau gouvernement ne reconnut pas les dettes de l'ancien régime. Il y avait des valeurs russes sur tous les marchés.

Bien de petits rentiers, en Hollande, en possédaient, et devaient vivre des intérêts : et du coup il n'en fut plus payé.

La France possédait des lettres de crédit pour dix sept milliards de francs.

Et nous voici au chapitre de l'armistice.

Toute propagande avait été menée sur ce point : plus de guerre. On avait forcé le peuple russe à combattre pour le capitalisme. Deux groupes de capitalistes étaient

aux prises. Le peuple russe devait se désintéresser de la lutte. Il est donc facile à comprendre que le nouveau parti mit sa théorie en pratique.

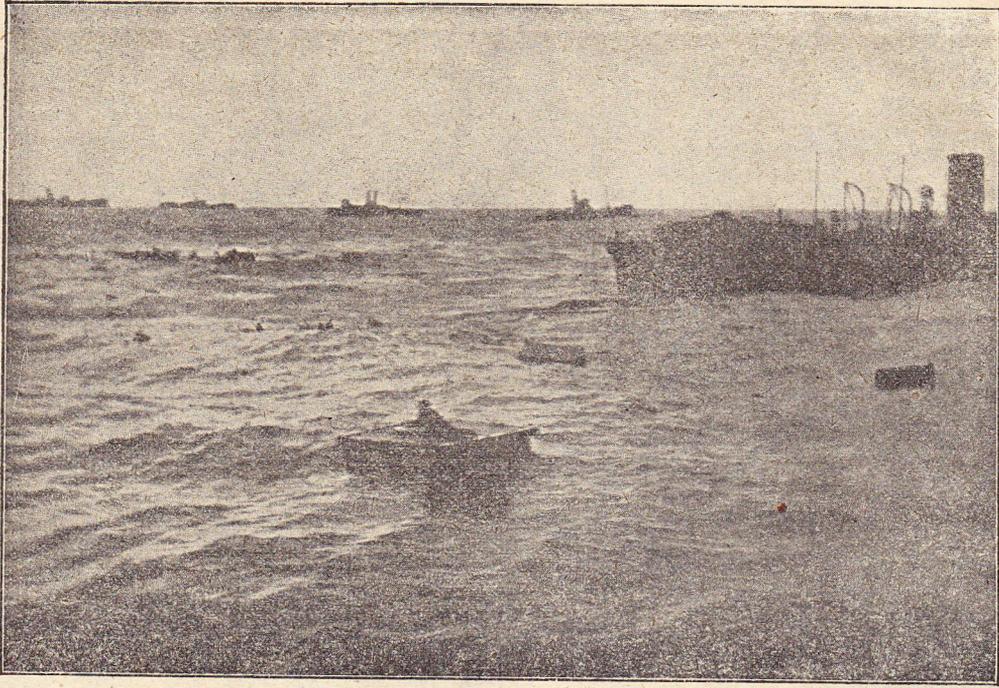
Nous avons dit plus haut que le général Doukhonine était devenu général en chef, ou plutôt chef d'état-major général, puisque Kerensky exerçait le pouvoir suprême à l'armée. Mais Kerensky avait disparu et Doukhonine exerça donc le commandement. Le 20 novembre il reçut à la Stavka (G. Q. G.) l'avis suivant du comité révolutionnaire :

« Citoyen généralissime,

Le Conseil des commissaires du peuple, par ordre du Congrès national des Conseils de D.S.O., a pris en mains le pouvoir et s'est engagé à proposer à tous peuples et à leurs gouvernements un armistice immédiat sur tous les fronts et l'ouverture de pourparlers en vue de conclure la paix sur des bases démocratiques.

Maintenant que le pouvoir est affermi dans les points principaux du pays, le Conseil des commissaires du peuple juge nécessaire de faire sans délai une proposition formelle d'armistice à toutes les nations belligérantes, aussi bien aux alliés qu'aux ennemis.

Une information correspondante a été envoyée par le



Un des survivants d'un navire torpillé est recueilli par un navire

commissaire du peuple aux Affaires étrangères à tous les représentants autorisés des pays alliés à Pétrograd.

Quant à vous, citoyen généralissime, le Conseil des commissaires du peuple vous confie l'exécution de la décision prise par le Congrès général des Conseils de D. O. S. P. Dès la réception de la présente information vous devez adresser au pouvoir militaire des armées ennemies la proposition d'arrêter immédiatement les opérations militaires, afin de procéder à l'ouverture des pourparlers de paix.

Vous chargeant de ces pourparlers préliminaires, le Conseil des commissaires du peuple vous ordonne :

1^o De le tenir sans cesse au courant par fil direct de la marche de vos pourparlers avec les représentants des armées ennemies;

2^o De ne signer l'armistice qu'avec le consentement préalable du Conseil des commissaires du peuple.

Signé : V. OULIANOFF LENINE, président
du Conseil des commissaires du peuple;

TROTSKI, commissaire aux Affaires étrangères;
KRYLENKO, commissaire à la Guerre. »

Mais Doukhonine ne se contenta pas de cette pièce. Il voulut plus de renseignements et il demanda par téléphone à Krylenko, le commissaire de la guerre, s'il avait déjà reçu une réponse aux propositions de paix.

De plus, il désirait savoir quelles étaient les dispositions qui seraient prises concernant l'armée roumaine qui combattait sur le front russe.

Krylenko ne put lui répondre.

Alors Doukhonine prétendit ne pas pouvoir commencer les négociations. De qui était-il le délégué ? Du conseil des commissaires. Mais ce n'était pas là un pouvoir central, appuyé par le peuple. Celui-ci ne s'était pas encore prononcé. Il n'y avait pas encore de Constituante. Les puissances étrangères ne reconnaîtraient pas le pouvoir de ce conseil.

Krylenko écouta ce rapport avec impatience, puis il demanda à Doukhonine s'il refusait formellement d'exécuter l'ordre.

Le général répondit que l'exécution de cet ordre lui était chose impossible. Un pouvoir central seul pouvait conclure la paix.

Krylenko ne devait pas en savoir plus. Il estime inutile de prolonger la conversation. Doukhonine était jugé et

condamné. Il ne reconnaissait pas le pouvoir du conseil. Il était donc un contre-révolutionnaire et ne mérita plus le nombre de confiance.

Krylenko rapporta le message et le conseil démit immédiatement le commandant en chef et le remplaça par Krylenko.

Celui-ci lança l'ordre de jour suivant :

« Soldats,

La paix est entre vos mains. Ne permettez pas aux généraux contre-révolutionnaires de s'interposer. Faites-les garder à vue pour éviter des lynchages indignes de l'armée et faites en sorte que ces mêmes généraux ne puissent se dérober au jugement qui les attend. Vous maintenez une sévère discipline révolutionnaire et militaire.

Que tous les régiments du front élisent immédiatement un mandataire pour entreprendre des pourparlers immédiats d'armistice avec l'ennemi.

Le Conseil des commissaires du peuple vous y autorise.

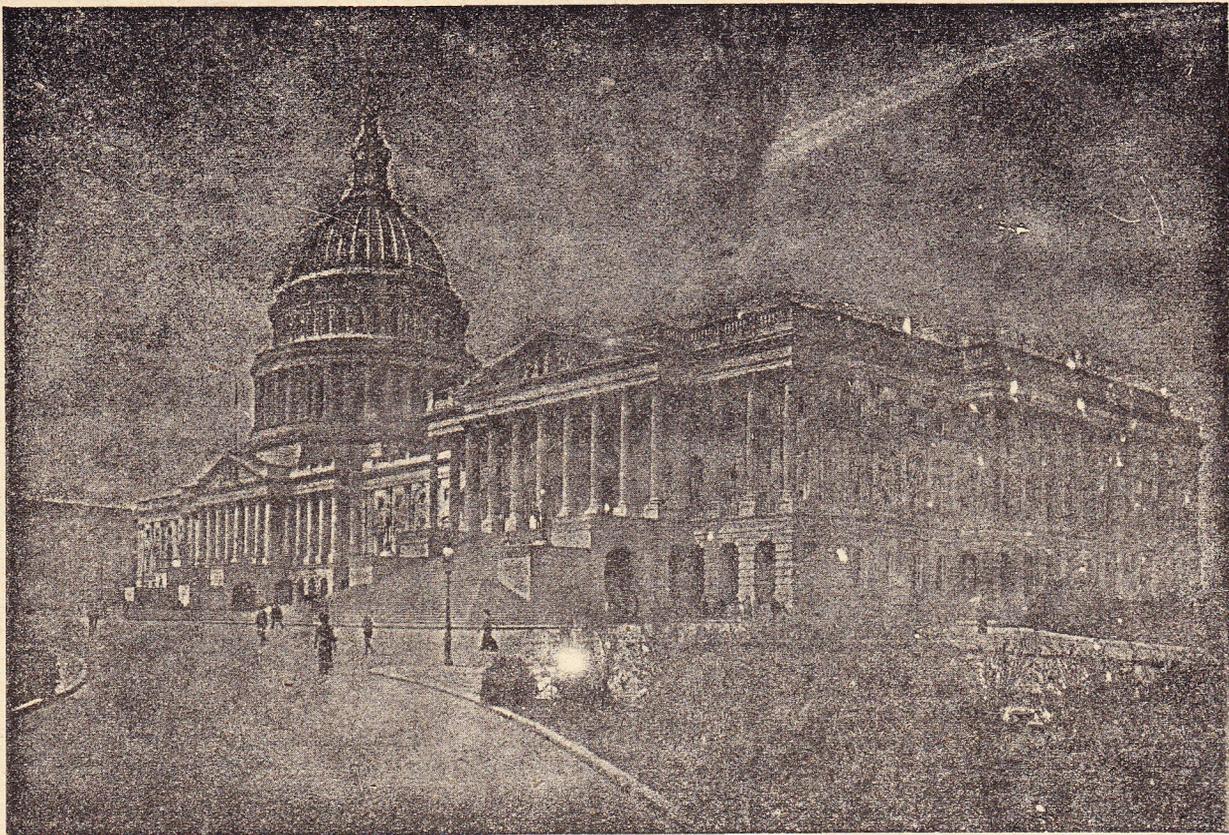
Tenez-vous au courant de toutes les phases des pourparlers par tous les moyens à votre disposition.

Seul le Conseil des commissaires du peuple a le droit de conclure l'armistice.

Signé : KRYLENKO. »



Le comte Bernstoffe ambassadeur allemand en Amérique.



Le Capitole à Washington.

Mais Doukhonine ne se laissa pas faire. Il lança télégraphiquement l'avis suivant :

« A tous, par fil ou radio-télégramme, aux rédactions de tous les journaux, aux comités régionaux de l'union des postes et télégraphes, aux unions des villes, des zemstvos et des paysans :

Peuple russe ! Voici la quatrième année que l'armée reste dans les tranchées pour défendre la patrie et la protéger contre l'ennemi du dehors ; c'est la quatrième année que les soldats supportent le poids de cette cruelle guerre, acceptant sans se plaindre les privations, les maladies, les blessures, la faim, le froid, et en attendent impatiemment la fin pour retourner dans leurs foyers et revoir leurs familles.

Le sort a réservé une nouvelle épreuve au peuple russe. Notre pays a subi les troubles, les déchirements causés par l'absence de pouvoir et l'armée a dû supporter encore toutes les privations entraînées par la désorganisation du ravitaillement faute de moyens de transport, et toutes les horreurs de l'anarchie semée dans ses rangs par des gens malintentionnés qui conduisent le pays à la décomposition.

C'est vers vous, représentants de la démocratie russe, vers vous, représentants des villes, des zemstvos et des paysans, que sont tournés les regards de toute l'armée, c'est à vous que s'adresse sa prière.

Groupez-vous tous au nom du salut du pays ! Haut les cœurs !

Donnez à notre terre russe tant éprouvée un gouvernement de toute la nation, libre dans ses principes pour tous les citoyens de la Russie et qui ne doive son existence ni à la violence, ni au sang, ni aux baïonnettes.

Ne perdez pas de temps : l'armée attend votre décision.

Signé : DOUKHONINE. »

Krylenko était peu rassuré du résultat.

Doukhonine possédait encore une grande influence.

Bien de corps d'armée ne reconnaissaient pas encore le pouvoir des commissaires du peuple.

Le comité général de l'armée annonça même que l'armée considérait ce pouvoir comme faux et ne reconnaissait pas Krylenko comme commandant suprême.

Jetons maintenant un coup d'œil sur la situation en Europe.

La France avait suivi de près les événements en Russie. Très tôt déjà elle avait envoyé Thomas en Russie, espérant que celui-ci aurait pu écarter le péril menaçant.

C'était un temps où l'on ne comprit pas encore la révolution et où Bonar Law déclarait encore :

« C'est une véritable chance que les événements de la Russie ne tendent pas vers une paix séparée. Le mécontentement contre le gouvernement n'est pas causé par le fait que celui-ci continue la guerre, mais par celui qu'il ne la fait pas avec l'énergie et la fermeté que le peuple attendrait. »

En Belgique occupée ces paroles produisirent de l'optimisme. On croyait pouvoir en déduire que l'Angleterre travailla sous-main la révolution en Russie.

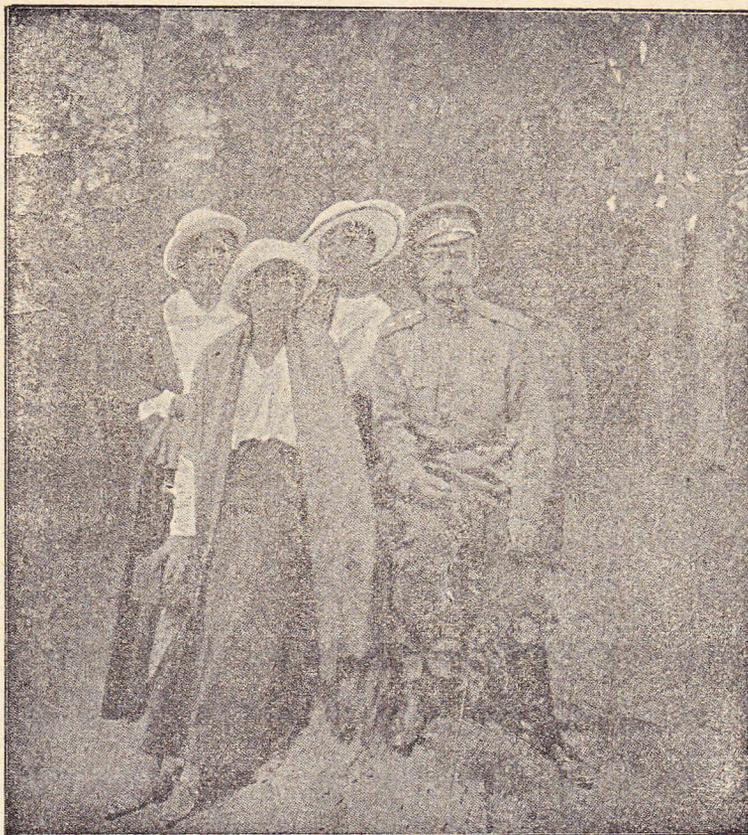
Les yeux s'ouvrirent enfin. Il y eut une proposition formelle de paix. Celle-ci résonna après l'offensive manquée de 1916. Son écho fut : Paix sans annexions, ni indemnités. Chaque belligérant se retirerait dans son pays et se reconstituerait d'après ses propres forces.

L'annonce de la paix ne retentit encore que faiblement, elle venait de la Russie, de très loin donc, mais elle pourrait peut-être bien s'étendre plus loin.

Nous savons déjà qu'il y avait eu des mutineries dans l'armée française, mais que Pétain réussit de les arrêter.

En France il y eut la crise de l'alimentation. On dut introduire toutes sortes de restrictions, établir les cartes de pain et de sucre, on dut arrêter certaines industries, on dut introduire le rationnement en charbon et restreindre sérieusement la circulation des trams, etc.

Sembat avait échoué dans son essai de réglementation des charbons et après lui échouèrent aussi Herriot et



L'ex-Tsar de Russie prisonnier avec ses filles.

Violette. Le ministre Loucheur accepta la charge. Le cabinet Briand démissionna en mars 1917.

L'offensive de la Somme fut un échec. Nivelle dut céder le commandement à Pétain. La confiance était ébranlée. En juin éclata une grève dans 73 associations de travailleurs comptant 98,000 ouvriers et ouvrières. Mais le péril fut conjuré.

A cette époque on posa aussi la question si on permettrait aux socialistes français, de répondre à l'invitation des Russes pour aller conférer de la paix. Le ministre Ribot déclara que seul le gouvernement pouvait remplir cette mission et non un parti.

Mais tout cela favorisa le défaitisme : on ne put nier que le peuple était las de faire la guerre. Cette impression se fortifia encore à la fin de juillet.

La situation devint encore plus tendue lorsque Clemenceau accusa Malvy en plein Sénat, de favoriser le mouvement défaitiste.

On poursuit le journal « Le Bonnet Rouge » pour intelligence avec l'Allemagne qui voulait amener la soi-disante « paix blanche ».

La question des socialistes, tant Français qu'Anglais, qui voulurent se rendre à Stockholm revint à l'ordre du jour. On leur refusa leurs passeports.

Vers la mi-août le pape Benoît XV proposa de jeter les fondements de pourparlers de paix.

Wilson refusa d'engager des pourparlers avec les Hohenzollern.

Le ministre Ribot démissionna au début de septembre. On forma le cabinet Painlevé avec 40 membres : il résista jusqu'au mois de novembre. Le 15 du même mois se forma le cabinet Clemenceau.

En Italie apparut le cabinet Orlando.

L'Autriche, se débattait dans les grèves et les questions de nationalités.

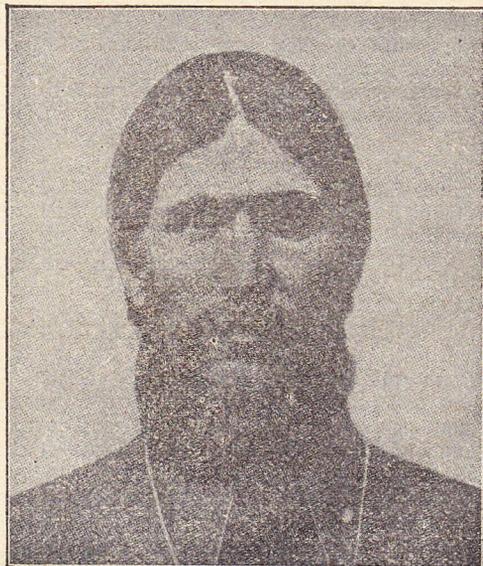
En Angleterre Lloyd George agit avec fermeté. Il introduisit des restrictions et insista sur la nécessité de faire tous les efforts pour soutenir les armées. Il forma à Londres un cabinet de la guerre avec des représentants des Dominions.

En Allemagne l'empereur dut promettre des réformes.

Nous reviendrons plus tard sur tous ces points, mais nous avons voulu donner un aperçu des circonstances au moment que la Russie formula ses propositions de paix.

Le temps des illusions était passé.

La France comprit tout le danger de la situation. A l'intervention du général Berthelot qui faisait partie de la mission militaire française en Russie, le gouvernement français envoya au général Doukhonine une protestation formelle contre toute proposition d'armistice.



Le moine russe Raspoutine.



Stürmer, le ministre des affaires étrangères de Russie.

La France ne voulut point reconnaître le conseil des commissaires du peuple. Elle exprima l'espoir que Doukhonine, du sentiment patriotique duquel elle était convaincue, refuserait tout pour parler en vue d'un armistice et qu'il serait en état de tenir en main les armées russes contre l'ennemi commun.

Nous savons que Doukhonine partagea la manière de voir de la France et ce qu'il répondit à Krylenko.

Les bolchévistes eurent bien connaissance de la protestation de la France, mais ils annoncèrent qu'ils ne s'occuperaient d'aucune protestation et que, au besoin, ils déclareraient la guerre aux alliés.

Lénine et Trotsky firent même connaître par toute cette nouvelle par télégraphie sans fil :

« Nous, les commissaires du peuple, nous nous adressons aux peuples alliés et avant tout à leurs masses ouvrières : sont-elles d'avis de continuer cette tuerie?... Nous exigeons que les partis ouvriers des pays alliés donnent une réponse immédiate à cette question : voulez-vous ouvrir avec nous les pourparlers de paix le 2 décembre ? »

Soldats, ouvriers et paysans de France, d'Angleterre, d'Italie, des Etats-Unis, de Belgique, de Serbie du Japon, de la Chine ! Les pourparlers de paix commencent le 19 novembre/2 décembre; nous attendons vos représentants. Ne perdez pas une minute ! A bas la campagne d'hiver ! à bas la guerre ! Vive la paix et la fraternité des peuples !

Signé : OULIANOFF-LENINE, TROTSKI. »

Pourquoi cette date du 2 décembre ?

Comme nous savons, Krylenko était revenu commandant suprême et il avait résolue d'agir énergiquement. Il engagerait lui-même les pourparlers de paix et conduirait une expédition contre Doukhonine et son quartier général.

La 5me armée avait déclaré être prête à envoyer des parlementaires pour demander l'armistice : elle était donc gagnée à la cause de Krylenko. Elle avait d'ailleurs fait prisonnier son chef le général Boldyreou.

Le 25 novembre Krylenko arriva à Dvinsk, chez le

comité de la 5me armée et s'entretint avec les membres du comité, des mesures à prendre.

Déjà le lendemain vers midi des parlementaires, membres du comité de la 5me armée partirent de Dvinsk : le lieutenant Vladimir Chneour, du 9e hussards de Kiev, le médecin militaire Michel Sagalovitch et le volontaire George Merène.

Ils iraient à la rencontre des Allemands dans le secteur appelé « Hannovre ».

A 4 h. 20 ils sortirent des tranchées avancées avec un drapeau blanc, accompagnés d'un clairon. Ils se trouvèrent à 300 mètres des ouvrages défensifs allemands.

Des officiers les laissèrent s'approcher et leur demandèrent ce qu'ils désiraient.

Les Allemands les reconnurent évidemment, car les plans des Russes servirent les leurs. Les officiers conduisirent les parlementaires à Pussen, sur la route de Dvinsk à Ponevieje. Là les attendait le général de division Hoffmeister, dans une riche tenue, constellé de décorations et entouré d'un brillant état-major.

Les parlementaires firent part de leur mission.

Le général Hoffmeister répondit qu'il demanderait l'avis du grand quartier général. Les Russes durent donc attendre.

Combien loin étions-nous des jours, où on nous avait promis, nous Belges, que les Russes iraient fêter la Noël à Berlin !

Et combien l'image du rouleau compresseur russe s'était tristement évanouie ! Et tout cela après l'offensive de 1916 en Galicie, qui semble vouloir décider du sort de la guerre.

Maintenant le front russe s'effondrait.

A minuit la réponse arriva du G. Q. G. allemand. On accéda à la demande des parlementaires et des délégués des deux partis devaient se résumer le 2 décembre à Brest-Litovsk pour engager des pourparlers d'armistice.

Le 25 novembre les parlementaires retournèrent dans leurs lignes.

Le 2 décembre ! C'était donc la date désignée par Trotsky et Lénine. Mais leurs délégués se rencontraient seuls avec ceux des Allemands.

Nous avons vu dans notre aperçu succinct que les pays de l'Entente prirent la direction des affaires en mains fermes.

Krylenko avait donc atteint son premier but. Il devait



M. Rodzianko, le président de la Douma russe.



Le général Kouropotkine.

donc tâcher que ses plans ne fussent plus démolis par les généraux qui étaient restés fidèles à la cause des Alliés.

Il en voulait surtout à Doukhonine et Korniloff. Ce dernier s'était enfui vers le sud.

Mais Doukhonine refusa de quitter le quartier général.

«J'ai eu et j'ai encore, déclarait-il, dans la nuit de 20 novembre au 3 décembre, mille possibilités de me cacher, mais je ne le ferai pas.

Je sais que Krilenko m'arrêtera et peut-être me fera fusiller.

Mais c'est la mort d'un soldat.

Ce qui m'effraye seulement, c'est le lynchage par la foule : j'ai peur d'être mis en pièces.

Je prie de dire aux soldats des bataillons de choc de ne pas me défendre. Je ne veux pas de guerre fratricide.

Vos cris sont utiles à la Patrie.

Les bolchévistes ne donneront pas à la Russie une paix réelle. Vous êtes appelés à défendre le pays contre l'ennemi et l'Assemblée constituante contre ceux qui veulent la dissoudre.»

Ainsi parla Doukhonine et ces paroles sont vraies parce qu'il les signa dans un témoignage écrit.

Tandis qu'il refusait de quitter son poste de péril et d'honneur, Doukhonine s'adressait à l'armée dans un dernier appel. Jamais mourant ne prononça de plus nobles paroles :

Soldats citoyens, on vous trouble parce que vous désirez la paix et que nos alliés ne la veulent pas : c'est pourquoi on vous pousse à violer le traité conclu avec eux par l'ex-tsar.

Mais on ne vous dit pas qu'on vous pousse à faire la paix avec le gouvernement impérialiste allemand, qui est un gouvernement à peu près aussi autocratique que le gouvernement dont la révolution a délivré la Russie.

En cherchant à atteindre la liberté, on vous pousse à la contre-révolution, menaçant de perdre tout ce qui a été conquis par la démocratie qui commence seulement à naître et à se développer en Russie.

Qui veut vous dépouiller de la liberté, et avec vous tout le peuple russe? C'est l'empereur d'Allemagne et non pas les Alliés qui, depuis que le peuple russe a commencé d'être libre, l'ont de toutes leurs forces aidé de leurs armes, de leur argent, de leurs approvisionnements pour lui permettre de conserver sa liberté conquise et son organisation démocratique.

Il est faux de prétendre que les Alliés ne veulent pas la paix. Ils la veulent comme nous, mais ils veulent une paix qui garantisse la liberté des peuples contre l'autocratie et le pouvoir militariste, la paix solide qui ne nous

jettera pas, dans un avenir prochain, dans une nouvelle guerre qui nous serait plus funeste encore.

L'épouvante n'est pas dans l'accomplissement des traités conclus avec nos alliés sous le gouvernement de l'ex-tsar, mais elle est dans la violation arbitraire de ces traités. La Russie perdra les défenseurs de son Etat démocratique et elle entrera dans l'esclavage de l'impérialiste Allemagne, où le droit, la liberté, la conscience sont remplacés par le poing, le fer, le mensonge.

Soldats, ne vous rendez pas. La paix avec les Allemands, c'est une nouvelle guerre dans quelque temps. Les Allemands ne souffriront pas à leur côté la libre démocratie russe.

La rupture avec les Alliés nous enlèvera notre appui et notre soutien, et, au lieu de la tranquillité, nous aurons une nouvelle guerre beaucoup plus terrible.

Soyez certains que seule l'amitié des Alliés est profonde et noble. Ils feront tout ce qui est possible pour soulager notre situation et arriver à la paix par les voies du droit et de la justice.

Signé : Général Doukhonine.

Mais ce fut la voix d'un mourant. La nuit fut tragique à Mohilev, où était fixé le G. Q. G., cette nuit qui fut le présage d'une journée sanglante.

Doukhonine aurait pu encore se sauver, quoi que les chances étaient déjà moindres, mais il laissa passer cette chance unique et attendit.

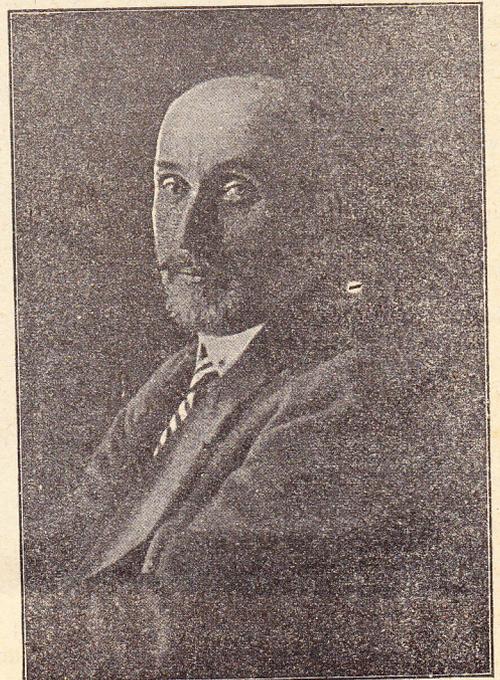
Krylenko, le commissaire de la guerre, ci-devant aspirant-officier, maintenant par la volonté des commissaires du peuple devenu commandant en chef, était en route pour Mohilev.

Assassinat de Doukhonine — Krylenko — Lénine — Trotsky. — Un appel de Krensky.

Un silence lugubre plana sur le quartier général. On savait que les bolchévistes approchaient. Et ils menacèrent non seulement du dehors, aussi à l'intérieur ils veillaient.

Des soldats, fidèles au conseil de Krylenko de ne pas laisser échapper le prisonnier rodaient en silence.

A dix heures, Krylenko apparut à Mohilev, entouré de son état-major et accompagné des matelots de l'Aurora.



Sassofov, le président du Cabinet russe



Le général russe Brousiloff.

Un bataillon de Saint Georges se trouvait aux armes et salua le dictateur par les accents de la Marseillaise, de cette même Marseillaise que chantaient cependant les soldats français qui se lançaient sur les Allemands avec le mépris de la mort.

Krylenko apprit que Doukhonine se trouvait encore à son quartier général et envoya contre lui les matelots avec l'ordre de lui amener le général à la gare. Il réitéra son ordre de le protéger contre la foule.

Une masse compacte s'était assemblée, semblable à une mer houleuse : elle acclama Krylenko. Les matelots arrivèrent à la résidence du général. Un officier annonça l'ordre reçu. Doukhonine ne fit pas la moindre résistance.

«Je sais que Krylenko m'arrêtera et peut-être me fera fusiller. Mais c'est la mort d'un soldat. Ce que m'effraye seulement, c'est le lynchage par la foule : j'ai peur d'être mis en pièces.»

C'est ainsi qu'il avait parlé dans la nuit tragique. Le moment de son arrestation était arrivé. Et là se trouvait la masse du peuple, excitée, ameutée et exaltée par les passions. Les voix tonnèrent comme dans une tempête : «Contre-révolutionnaire! Traître! Korniloviste! A mort les ennemis du peuple!»

Des agitateurs s'étaient mêlés au peuple et bientôt on entendit :

«Livrez nous le traître! A bas le traître! A mort!»

Les matelots serrèrent leur cercle autour de lui.

«Livrez le nous!» ne cessa de hurler la masse.

La situation devint menaçante. La foule devint plus à se frayer un chemin et poussèrent le général dans le corps de garde de la gendarmerie.

La foule encercla le bâtiment et cria plus fort que jamais : «Livrez nous le traître! A mort!».

On fit venir des renforts et les matelots essayèrent d'amener vivement le prisonnier à la gare. La foule devint plus impétueuse et cria : «A mort le Korniloviste!»

Les soldats répondirent que le général serait mené devant le tribunal.

«Pourquoi tous ces détails», cria-t-on. Livrez le nous! Nous aurons vite fait de le condamner...»

La garde refoula le peuple et sembla pouvoir maîtriser.

Mais un matelot harangua le peuple :

«Camarades, cria-t-il, le général Korniloff voulait perdre notre liberté et il est encore vivant.

Soukhomniloff qui nous a trahi vit encore également et Doukhonine resterait sain et sauf! Il ne faut pas qu'il en soit ainsi. Maintenant le pouvoir est à nous, le peuple est souverain. Mort à ceux qui trahissent la liberté!»

Et ce matelot donna l'exemple. Il se lança sur les soldats et la masse le soutint. La foule pressa toujours, hurlant et gesticulant.

C'en était fini avec Doukhonine. Il arriva ce qu'il avait tant craint.

La populace l'empoigna et ses gardes ne parvinrent plus à le protéger. Des couteaux lacérèrent le corps, des poings s'abattirent sur son visage et sa tête. Des matraques le frappèrent. Le corps ensanglanté fut déchiqueté et longtemps encore la foule continua à hurler et chanter autour du cadavre mutilé.

Ainsi mourut Doukhonine qui venait de donner des témoignages de telle élévation de sentiment et de tant de noble conception du devoir.